

"Caroline Dodd-Taleb" <Caroline.Taleb@world-psi.org> 31.07.2009 15:53 >>>

Internationale des Services Publics www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> juillet 2009

Flash ISP

L'OCDE ET la CSC : la sécurité des retraites est essentielle pour la relance mondiale

Les dirigeant-e-s syndicaux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estiment que la sécurité des retraites et le droit à une pension décence, convenable et prévisible doivent figurer au cœur des plans de relance économique.

Une réunion sur les pensions organisée par la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'OCDE à Paris au début de ce mois a permis de tirer cette conclusion. Larry Brown (photo à gauche), le secrétaire-trésorier du National Union of Public and General Employees (NUPGE), a participé à la réunion au nom du NUPGE et de l'ISP. « J'ai été soulagé d'entendre l'OCDE déclarer aussi clairement qu'un système de pensions efficace est non seulement nécessaire sur le plan social mais également l'une des principales solutions à la crise économique », a-t-il souligné.

Les représentant-e-s de l'OCDE conviés à la réunion par la CSC ont également mis en garde contre la l'affaiblissement des systèmes nationaux de retraite qui ne constitue pas une réponse judicieuse à la crise économique. L'OCDE a souligné que la fragilisation des systèmes de pension nationaux en cette période d'instabilité économique pourrait avoir un effet déstabilisateur sur l'économie. Les conséquences seraient tout particulièrement préjudiciables étant donné que la génération du baby-boom commence à prendre sa retraite en masse. Les responsables de l'OCDE ont déclaré que l'organisation craint une augmentation de la pauvreté si les systèmes de retraite ne sont pas préservés.

Pour plus d'informations : <http://www.nupge.ca/node/2417>

Les agents de sécurité des aéroports en passe d'obtenir des droits de négociation

Les syndicats américains des agents de sécurité aéroportuaire chargés du contrôle des bagages se félicitent d'une nouvelle législation prévue qui leur donnera des droits de négociation collective.

Les agents de sécurité des transports (transport security officers, TSO) ont déjà le droit d'adhérer à un syndicat et bon nombre d'entre eux sont membres de la Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE), un affilié de l'ISP, ou du Syndicat national des agents du trésor. Or, jusqu'à présent, ces syndicats n'ont pas obtenu le droit de négocier au nom de leurs membres.

Le Comité de la sécurité intérieure a adopté un projet de loi qui doit être soumis au Comité de la Chambre des Représentants des États-Unis pour la surveillance et la réforme du Gouvernement (House Oversight and Government Reform Committee). Il fera ensuite l'objet d'un vote au sein du Congrès, à une date qui n'a pas encore été fixée.

Le Président Obama a écrit à l'AFGE en octobre 2008 : « mon gouvernement aura pour priorité de plaider en faveur des droits de négociation collective et de la protection sur le lieu de travail pour les agents de sécurité des transports. Il est inacceptable que ces agents soient soumis à des règles injustes sans bénéficier de protection sur leur lieu de travail. Il leur est d'autant plus difficile d'effectuer leur travail ». Non seulement le projet de loi accorde des droits de négociation collective, mais il devrait également supprimer le système de rémunération liée aux performances et intégrer les employé-e-s dans le système de grille des traitements s'appliquant généralement au gouvernement fédéral.

Aubrey Williams, un membre de l'AFGE Local 555 à l'Aéroport international Hartsfield-Jackson d'Atlanta, prévoit que la législation permettra de réformer l'Administration pour la sécurité des transports (TSA). Il a

déclaré que « les négociations collectives garantiront des conditions égales pour tous » en matière de promotions, d'ancienneté et d'évaluations, tout en mettant un terme au système actuel de rémunération liée aux performances et en donnant la possibilité aux membres syndicaux de « dénoncer les injustices. Ces changements nous permettront d'améliorer les conditions de travail au sein de la TSA ».

Le communiqué de presse de l'AFGE est disponible sur :

<http://www.afge.org/Index.cfm?Page=PressReleases&PressReleaseID=1018>
[<http://www.afge.org/Index.cfm?Page=PressReleases&PressReleaseID=1018>](http://www.afge.org/Index.cfm?Page=PressReleases&PressReleaseID=1018)

La réforme de la santé aux États-Unis

Le 1er juillet, le Président Obama a présenté son plan de réforme de la santé lors d'une réunion dans l'État de la Virginie.

Obama a déclaré que le système de la santé actuellement en vigueur aux États-Unis n'est plus viable, précisant qu'au cours des neuf dernières années, les primes ont augmenté trois fois plus que les salaires. Quoique conscient des coûts élevés de la réforme, il estime que les coûts de l'inaction seraient encore plus importants. En cas de statu quo, on prévoit que d'ici dix ans, 20 pour cent des revenus seront engloutis par les soins de santé. Même les personnes au bénéfice d'une assurance payent d'ores et déjà des montants supplémentaires en termes de primes pour les soins hospitaliers des personnes dépourvues de couverture médicale.

Obama a proposé une solution mixte permettant aux personnes qui bénéficient d'une assurance-santé privée payée par leur employeur de continuer à en profiter. Il présentera également une solution publique visant à fournir un ensemble de prestations de base à un prix abordable afin de garantir une couverture universelle.

Les coûts de ce plan seront élevés mais Obama a mis en avant « des dépenses plus judicieuses » et une meilleure prévention contre les problèmes de santé afin d'économiser des fonds pour financer la réforme. Les contrôles réguliers proposés permettront d'éviter les frais supplémentaires entraînés par des traitements d'urgence que le contribuable est de toute manière contraint de payer. En réponse aux critiques émises par les opposants à cette réforme, Obama demande : "Que proposez-vous?" Il encourage les syndicats et la population à s'informer afin de résister aux tentatives de déstabilisation émanant des opposants.

La vidéo de la réunion est disponible sur :

<http://www.msnbc.msn.com/id/21134540/vp/31695297#31687617>
[<http://www.msnbc.msn.com/id/21134540/vp/31695297#31687617>](http://www.msnbc.msn.com/id/21134540/vp/31695297#31687617)

examiner.com a publié un recueil d'articles intitulé « Health care reform series » (Recueil sur la réforme de la santé):

<http://www.examiner.com/x-6665-Liberal-Examiner> <<http://www.examiner.com/x-6665-Liberal-Examiner>>

La SEIU a lancé une campagne spéciale contre les tactiques alarmistes auxquelles ont recours les opposants à la réforme. Voir <http://haarm.org> <[http://haarm.org/](http://haarm.org)>

Un syndicat australien exhorte les conseils municipaux à améliorer l'accès gratuit aux installations d'approvisionnement en eau

L'Australian Services Union (ASU), un affilié de l'ISP, a exhorté les conseils municipaux de l'ensemble du pays à fournir un meilleur accès public aux installations d'approvisionnement en eau afin de réduire la consommation d'eau en bouteille.

La vente de l'eau au détail est nuisible pour l'environnement en raison de la pollution engendrée par la production et le transport des bouteilles en plastique. En outre, elle peut entraîner des pertes pour les communes produisant de l'eau.

Le Secrétaire national assistant de l'ASU, Greg McLean, a déclaré : « Il n'est pas logique de payer pour le transport de bouteilles d'eau dans le monde entier uniquement parce qu'elles sont rattachées à des marques. Cela augmente notre empreinte carbone et la production de bouteilles d'eau en plastique porte atteinte à l'environnement. Nous devons privilégier la consommation gratuite d'eau publique de qualité produite localement. L'utilisation de bouteilles d'eau en plastique en Australie est très préoccupante, non seulement en raison de la dégradation de l'environnement qui en résulte mais aussi tout simplement parce que nous ne profitons pas de la qualité élevée de l'eau publique de notre pays. »

Les gouvernements locaux et des États fournissent de l'eau en tant que service public direct ou par l'intermédiaire d'entreprises publiques. Les autorités locales peuvent contribuer à gagner la bataille contre les bouteilles en plastique en mettant à disposition des installations publiques d'approvisionnement en eau dans les centres commerciaux, les installations publiques, les parcs, les lieux publics et en fournissant gratuitement de l'eau pour permettre à la population de remplir et de réutiliser les « bouteilles d'eau en plastique » au lieu d'acheter de l'eau potable embouteillée.

Pour plus d'informations à ce sujet, voir :

http://www.asu.asn.au/media/localgovt/20090714_waterbottles.html
<http://www.asu.asn.au/media/localgovt/20090714_waterbottles.html>

Le Supplément sur les services publics de distribution d'électricité est disponible

La Global Reporting Initiative (GRI), une organisation à but non lucratif, a élaboré des lignes directrices solides dont les entreprises devraient s'inspirer lorsqu'elles rédigent leurs rapports annuels. Ces rapports sont de plus en plus passés au crible par toute une série d'acteurs dans l'objectif de veiller à ce que les entreprises agissent de manière responsable. Les lignes directrices peuvent également être utilisées par les syndicats pour renforcer leur position sur tout un éventail de sujets : la sous-traitance, la santé et la sécurité, la formation etc. L'ISP a collaboré avec la GRI pendant plus de deux ans en vue de mettre au point le Supplément sur les services publics de distribution d'électricité. Nous vous encourageons vivement à recommander à la direction de consulter ce supplément et à examiner plus particulièrement les indicateurs sociaux afin que les opinions des travailleurs/euses soient prises en compte dans l'élaboration des rapports.

Cliquez ici <<http://www.worldpsi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23036>> pour de plus amples informations et ici <<http://www.globalreporting.org/ReportingFramework/SectorSupplements/ElectricUtilities>> pour télécharger le rapport.

Vous partez travailler à l'étranger?

En raison de la nature du travail des professionnels de la santé, les services et les compétences de ces derniers sont très demandés dans le monde entier, ce qui facilite leur entrée dans un nouveau pays. La mondialisation offre aux personnes qualifiées des possibilités accrues de migrer mais il ne faut pas perdre de vue les défis posés par la migration. Les affiliés de l'ISP en Afrique du Sud et en Océanie ont récemment publié deux nouveaux dépliants d'information pour aider les personnels de santé à prendre des décisions en toute connaissance de cause lorsqu'ils décident de travailler à l'étranger.

Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23062>> pour lire le dépliant sur la migration des professionnels de la santé depuis et vers l'Afrique du Sud, préparé par des affiliés sud-africains de l'ISP.

Cliquez ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23035>> pour le dossier d'information destiné aux travailleurs/euses des îles Fidji souhaitant trouver un emploi à l'étranger, préparé par les affiliés de l'ISP en Océanie.

Pour de plus amples informations, voir www.world-psi.org/migrationfr <<http://www.world-psi.org/migrationfr>> .

L'ISP exerce de l'influence en matière de droits du travail et du commerce dans la région de l'ANASE

David Carey et Paul Slape ont représenté les affiliés australiens de l'ISP lors de l'enquête.

Le Parlement australien vient de publier un rapport important basé sur une enquête de grande envergure relative aux relations entre l'Australie et l'ANASE. Ce rapport traite de nombreux sujets, notamment la sécurité et l'économie régionales, les liens culturels, le commerce, les investissements, l'environnement et le réchauffement de la planète ainsi que la sécurité et les droits humains.

L'enquête a été menée par le Comité permanent mixte sur les affaires étrangères, la défense et le commerce, composé de membres des deux chambres du Parlement australien. Des affiliés de l'ISP en Australie, le Community and Public Sector Union (CPSU), le Australian Services Union (ASU) et le Communications Electrical and Plumbing Union (CEPU), ainsi que le Conseil australien des syndicats (ACTU) ont rédigé des observations officielles et ont été entendus dans le cadre de cette enquête.

Lors de l'enquête, les affiliés de l'ISP étaient représentés par David Carey du CPSU-SPSF et par Paul Slape de l'ASU, qui ont réuni les observations et les éléments de fait avant de témoigner devant le Comité.

Les observations soumises par les affiliés de l'ISP portent principalement sur la nécessité de veiller à ce que les relations financières et commerciales de l'Australie avec les pays de l'ANASE reposent sur l'engagement de l'Australie en faveur des droits humains et du travail. Il est également stipulé que l'ISP ne doit pas dissocier son engagement en faveur des droits humains des relations commerciales et financières. Elle devrait même insister sur le fait que les accords commerciaux et l'aide financière doivent être subordonnés au respect de ces droits.

Pour de plus amples informations, cliquer ici <<http://www.world-psi.org/TemplateRedirect.cfm?template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=23151>> . David Carey a également rédigé un rapport <http://www.world-psi.org/AdminTemplate.cfm?Section=Content_Management&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentFileID=25942> fournissant plus de détails relatifs à l'enquête. Vous pouvez également le contacter : dcarey@spsf.asn.au.

Les mesures d'austérité préconisées par le FMI paralySENT les pays en crise

La dernière édition du Bretton Woods Update (Royaume-Uni) inclut un article sur les conditions d'austérité dans le secteur public dont sont assortis certains prêts d'urgence récemment accordés par le

FMI. Leurs incidences, en particulier en Roumanie et en Islande, sont également examinées. Alors que le FMI a exhorté les pays industrialisés à adopter des politiques d'incitation fiscale financées par les déficits afin d'enrayer les conséquences de la récession mondiale, l'article explique que le FMI s'est contenté de recommander à trois pays en développement, soit l'Inde, le Mozambique et la Tanzanie, d'adopter des politiques d'incitation anticycliques.

L'article est disponible sur : <http://www.brettonwoodsproject.org/art-564828>.

World Outgames, Copenhague, juillet-août 2009

L'ISP participera aux World Outgames ainsi qu'à la 2ème Conférence internationale sur les droits humains des Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels (LGBT) à Copenhague du 25 juillet au 2 août 2009. Les jeux sont une compétition sportive avec 38 disciplines différentes. Il y aura également toute une série d'activités culturelles telles que des spectacles, des expositions et des fêtes. La conférence sur les droits humains, qui aura lieu du 25 au 28 juillet, examinera des sujets intéressant la communauté LGBT.

Voir le site web des World Outgames pour de plus amples informations : www.copenhagen2009.org
<<http://www.copenhagen2009.org/>>

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

Voir la sélection complète des bulletins de l'ISP et vous inscrire sur <http://www.world-psi.org/subscribe>

International des Services Publics

www.world-psi.org <<http://www.world-psi.org/>> communications@world-psi.org
<<mailto:communications@world-psi.org>>